



**BUREAU
VERITAS**

BUREAU VERITAS - ROMAINVILLE

Immeuble Quadrium Sud
17, rue Louise Dory - CS 60015
93231 ROMAINVILLE Cedex
01 55 89 67 89
01 55 89 67 89
nizare.bettaibi@fr.bureauveritas.com

CAF du Val de Marne

**2 Voix Félix Eboué
Quartier de l'Echat
94033 CRETEIL Cedex
01 48 98 26 60
ali.elkhadiri@cafcreteil.cnafmail.fr**

Réf. client :

Date de la commande : 01/09/2013

Rapport N° 6070950/1/1/1

Rapport établi le 12/09/2013

A l'attention de **Mme EL KHADIRI**

Copie à :



Cf. conclusions au § 1

**RAPPORT de repérage des matériaux et
produits contenant de l'amiante avant
réalisation de travaux**

Suivant la norme NF X46-020

Lieu d'intervention : CAF du Val de Marne		Propriétaire
Adresse : 2 Voix Félix Eboué Quartier de l'Echat 94033 CRETEIL Cedex		CAF du Val de Marne 2 Voix Félix Eboué Quartier de l'Echat 94033 CRETEIL Cedex
Date du constat : 06/09/2013 au		Donneur d'ordre
En présence de : Mr El Khadiri		
Gaines d'aération au R+1 / R+2 local réserve (gaine technique) / R+9 Local ventilation		CAF du Val de Marne 2 Voix Félix Eboué Quartier de l'Echat 94033 CRETEIL Cedex

**Diagnosticteur
Amiante**

Nizare BETTAIBI

Signature

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences ont été certifiées par :
QUALIXPERT - 17 rue Borrel, 81100 CASTRES
Certificat n° C1341 délivré le 17/05/2011 et valable jusqu'au 16/05/2016

Compagnie d'assurance de Bureau Veritas : HISCOX (Ref. contrat : HA RCP0084283).
Date de fin de validité : 31/12/2013

Laboratoire d'analyse des échantillons : Eurofins LEM
20 rue du Kochersberg
67701 SAVERNE Cedex
N° d'accréditation COFRAC pour les analyses : 1-175 1



Sommaire

1. Conclusions	3
1.1. Conclusion Générale	3
1.2. Matériaux et produits repérés contenant de l'amiante.....	4
1.3. Matériaux et produits repérés ne contenant pas d'amiante.....	5
1.4. Zones et Locaux Non Visités nécessitant des investigations complémentaires	6
1.5. Matériaux ou composants nécessitant des investigations approfondies.....	7
2. Objet de la mission.....	8
3. Textes de référence	8
4. Méthodologie du diagnostic.....	9
5. Conditions de la réalisation du repérage	11
5.1. Informations relatives aux conditions spécifiques du repérage.....	11
5.2. Programme de travaux.....	11
5.3. Récolement des données.....	12
5.3.1. Documents fournis par le client, disponibles le jour de la visite	12
5.3.2. Conclusion de ces documents	12
5.4. Ecart par rapport à la norme.....	12
5.5. Démarches réglementaires en présence de matériaux amiantés	13
Annexe 1. : liste des locaux ou zones visités	14
Annexe 2. : repérage des matériaux, matériaux, prélèvements et investigations.....	15
Annexe 3. : attestation(s) et certificat(s)	17
Annexe 4. : procès-verbal du laboratoire d'analyse d'échantillons	21
Annexe 5. : copie(s) de(s) rapport(s) antérieur(s)	23

1. Conclusions

1.1. Conclusion Générale



Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante (se reporter au paragraphe 1.2 : matériaux et produits repérés contenant de l'amiante)

Il faudra considérer au vu des résultats d'analyses, l'ensemble des mastics de gaines de ventilation de l'immeuble, comme contenant de l'amiante



1.2. Matériaux et produits repérés contenant de l'amiante



Matériau	Repérage	Localisation du matériau ou du produit	Présence amiante	Critère	Observation	Réf. photo
	---	P (prélèvement): matériau ayant fait l'objet d'une analyse par prélèvement, S: (sondage): matériau associé à un prélèvement; IV (inspection visuelle): autre				
Mastic marron	P 1	Bâtiment principal - niveau R+1 - Circulation - Gaine de ventilation	OUI	Résultat d'analyse		Photo n° 1
Mastic gris	P 4	Bâtiment principal - niveau R+9 - Local ventilation - Gaine de ventilation	OUI	Résultat d'analyse		Photo n° 4
Mastic marron	P 5	Bâtiment principal - niveau R+9 - Local ventilation - Gaine de ventilation	OUI	Résultat d'analyse		Photo n° 5
Mastic marron	P 2	Bâtiment principal - niveau R+2 - Local réserve - Gaine de ventilation	OUI	Résultat d'analyse		Photo n° 2

RAPPEL :

En cas de présence avérée d'amiante, les démarches réglementaires prévues dans le code du travail et le code de la santé publique doivent être engagées.



1.3. Matériaux et produits repérés ne contenant pas d'amiante



Matériau	Repérage	Localisation du prélèvement ou du matériau	Présence amiante	Critère	Observation	Réf. photo
	---> P (prélèvement): matériau ayant fait l'objet d'une analyse par prélèvement, S: (sondage): matériau associé à un prélèvement; IV (inspection visuelle): autre					
Enveloppe de calorifuge	P 3	Bâtiment principal - niveau R+2 - Local réserve - Conduit de fluide	NON	Résultat d'analyse		Photo n°3



1.4. Zones et Locaux Non Visités nécessitant des investigations complémentaires

Il appartient au donneur d'ordre ou à son représentant, seule personne à même d'avoir une parfaite connaissance des lieux, de signifier à Bureau Veritas toute omission éventuelle à ce titre et de confier à Bureau Veritas, le cas échéant, une mission complémentaire de repérage dans les locaux et zones omis.

« Pas de local non visité identifié »



1.5. Matériaux ou composants nécessitant des investigations approfondies

Sans Objet



2. Objet de la mission

Etablir le repérage avant travaux en regard la liste figurant dans la norme NFX-46-020

Ce repérage a pour objectif d'identifier les matériaux et produits susceptibles de libérer des fibres d'amiante à l'occasion des travaux prévus par le donneur d'ordre.

Dans le cadre de ce diagnostic, seuls les composants de la construction affectés par les travaux font l'objet du présent repérage.

3. Textes de référence

Code du Travail - Section 3, Sous section 2 Art. R. 4412-97, selon le décret n°2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante.

Norme NFX 46-020 : Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis.



4. Méthodologie du diagnostic

La mission de diagnostic est réalisée par un ou des opérateurs de repérage titulaire(s) de la certification de personne dans le domaine de l'amiante.

Nizare BETTAIBI est certifié dans le domaine de l'amiante depuis le 17/05/2011 par QUALIXPERT - 17 rue Borrel, 81100 CASTRES, organisme certificateur dans le domaine de l'amiante, accrédité par le COFRAC.

Certificat N°C1341

Date limite de validité de la certification : 16/05/2016

Plan d'intervention

La bonne accessibilité aux différentes parties de l'immeuble bâti est une condition importante et nécessaire à la qualité du repérage.

La visite de tous les locaux et installations inscrits dans le périmètre de repérage est nécessaire ;

A cette fin, l'opérateur de repérage examine de façon exhaustive toutes les parties d'ouvrages qui composent les différentes parties de l'immeuble bâti et réalise ou fait réaliser pour cela les démontages et investigations approfondies destructives nécessaires. Il définit les zones présentant des similitudes d'ouvrage

Le repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante comprend au minimum une inspection visuelle des composants de la construction afin de rechercher et d'identifier les différents matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante.

Cette inspection peut être suivie :

- d'investigations approfondies ou d'investigations complémentaires ;
- de sondages ;
- De prélèvements pour déterminer par analyse, la présence effective d'amiante dans les matériaux et produits préalablement identifiés comme étant susceptibles de contenir de l'amiante.

À chacune de ces étapes, les matériaux et produits sont enregistrés, leurs caractéristiques et leur état de conservation renseignés le cas échéant.

Dans le cas où des locaux, parties de locaux, composants ou parties de composants de la construction restent inaccessibles, les réserves correspondantes ainsi que les investigations complémentaires ou les investigations approfondies nécessaires sont listées dans le présent rapport

En fonction des informations et des moyens dont il dispose (documents, matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante, marquage sur les matériaux), de son jugement personnel et de sa connaissance des matériaux et produits, l'opérateur de repérage peut conclure à la présence ou à l'absence d'amiante.

En cas de doute sur la présence d'amiante (absence d'informations documentaires, produits non identifiés), il effectue un (ou des) prélèvement(s) pour analyses sur les matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante pour conclure.

Phase de prélèvements :

L'opérateur de repérage définit sous sa seule responsabilité en fonction de sa stratégie d'échantillonnage, parmi les matériaux ou produits repérés, ceux qui doivent donner lieu à un ou plusieurs prélèvements ;

Ce nombre de prélèvements représentatif des surfaces considérées est conforme aux prescriptions de l'Annexe A de la norme NF X 46-020.

Les prélèvements sont réalisés par l'opérateur de repérage avec les moyens de protection collective et individuelle mis en œuvre dans le respect des prescriptions réglementaires en vigueur et avec un matériel de prélèvement adapté à l'opération dans des conditions conduisant à une pollution des lieux la plus réduite possible.



L'opérateur de repérage veille à la traçabilité des échantillons prélevés et le conditionnement individuel et sous double emballage étanche à l'air est réalisé sur site.

Ces prélèvements sont transmis pour analyse, à un laboratoire accrédité avec une fiche d'accompagnement reprenant l'identification du prélèvement.

A réception des résultats d'analyse, l'opérateur de repérage veille à la cohérence des résultats.

Le résultat de cette analyse permet d'identifier parmi les matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante ceux qui en contiennent effectivement.

Phase d'analyse d'échantillons :

Les analyses des échantillons de ces matériaux et produits sont réalisées par un organisme accrédité.

Avertissement :

- La recherche des MPCA est réalisée par sondages visuels et par sondages destructifs d'éléments et/ou de composants (avec prélèvements d'échantillons), selon une méthode d'échantillonnage respectant en cela les prescriptions de la norme NFX 46-020 et de l'arrêté du 26 juin 2013. Elle ne peut cependant être exhaustive compte tenu de la multitude de formes que peut prendre l'amiante et le caractère aléatoire et sporadique de son ajout aux matériaux du bâtiment. Certains MPCA peuvent donc ne pas être mis en évidence par la méthode de recherche par sondages : détermination de zones homogènes, fréquence de sondage telles que définies par cette norme à l'intérieur des zones homogènes, ... Il n'est ainsi pas exclu que certains MPCA puissent être mis en évidence ultérieurement lors des opérations de démolition ou réhabilitation.

- La mission porte exclusivement sur les bâtiments et locaux dont la liste est détaillée en annexe 1.

- Tous les travaux effectués dans des locaux autres que ceux définis dans le présent rapport et/ou de natures différentes que celles définies également dans le présent rapport devront faire l'objet d'un nouveau repérage des MPCA avant travaux.

- Le présent repérage ne peut être utilisé que dans les limites définies par le programme de travaux et les locaux concernés décrits dans le présent rapport.

L'ancienneté des matériaux contenant de l'amiante, les diverses agressions qu'ils subissent, peuvent entraîner la dénaturation de ceux-ci et donner lieu à la libération spontanée de fibres d'amiante.

Ainsi des fibres peuvent migrer et polluer un matériau non réputé contenir de l'amiante, se trouvant à proximité du matériau amianté.

L'intervention BUREAU VERITAS ne prend pas en compte dans le présent repérage, cet effet de pollution éventuelle.

5. Conditions de la réalisation du repérage

Gaines d'aération au R+1 / R+2 local réserve (gaine technique) / R+9 Local ventilation



La visite a été effectuée le **06/09/2013** accompagné de : **Mr El Khadiri**.

5.1. Informations relatives aux conditions spécifiques du repérage

Conditions d'accès à l'ensemble des locaux, volumes, matériaux à repérer

L'annexe 1 précise les locaux visités

Présence d'une société qualifiée pour effectuer les sondages et/ou démontages : **NON**

Présence de la société de maintenance des ascenseurs : **SANS OBJET**

Présence de la société de maintenance des installations de chauffage : **SANS OBJET**

Présence d'une personne habilitée à ouvrir les locaux TGBT : **SANS OBJET**

Locaux encore occupés lors de la visite

5.2. Programme de travaux

Programme de travaux:

Dépose des gaines de ventilations de l'immeuble CAF - CRETEIL (94)
--



5.3. Récolement des données

5.3.1. Documents fournis par le client, disponibles le jour de la visite

Plans et ou documents concernant la construction fournis : **Oui**

Anciens rapports de repérage : **Oui**

Date du permis de construire : **Non transmis**

Année de construction : **Non transmis**

date de réhabilitation ou description des modifications : **Non transmis**

destination des locaux : **Bureau**

Nota : Les documents transmis par le client et nécessaires à l'exécution de la mission sont réputés satisfaire aux exigences imposées par les textes réglementaires relatifs à l'amiante.

5.3.2. Conclusion de ces documents

Pas d'informations en ce qui concerne la présence d'amiante.

Les résultats antérieurs en matière de recherche d'amiante, communiqués à Bureau Veritas dans le cadre de la présente mission, sont réputés satisfaire aux exigences imposées par les textes en matière de diagnostics et constats.

5.4. Ecart par rapport à la norme

L'opérateur de repérage n'a pas pu réaliser sa mission dans de bonnes conditions car le donneur d'ordre ne lui a pas transmis les documents ou informations suivants:



5.5. Démarches réglementaires en présence de matériaux amiantés

Dans le cadre de la présente mission, **le repérage ne porte que sur les parties rendues accessibles lors de la visite. Cette mission n'est pas une reconnaissance préalable à des travaux de déconstruction, de réhabilitation ou d'extension.**

Il conviendra donc, en cas de travaux, de s'assurer, **par la réalisation d'un diagnostic complémentaire**, de l'absence de ces matériaux dans les parties non accessibles, comme par exemple dans les encoffrements (recherche de présence de produits suspects tel que gaines et conduites en amiante ciment etc...) ou les sous-faces de revêtement de sol, (recherche de présence de produits suspects tels que dalles de sol amiantées etc...).

En cas de présence d'amiante avérée, il est important de se reporter aux informations données ci-après qui précisent les recommandations d'ordre général avec les mesures réglementaires à mettre en œuvre.

Le résultat du repérage doit d'une part être tenu par les propriétaires, à la disposition des occupants des immeubles, des services de l'Etat concernés et des chefs d'établissements, des représentants du personnel et de l'inspection du travail si l'immeuble comporte des locaux de travail, et d'autre part être transmis aux personnes qui entreprennent ou réalisent les travaux en application du code du travail.

En cas de présence de matériaux de type faux plafond, flocage, calorifugeage, une grille d'évaluation est réalisée conformément à la réglementation; si la note obtenue est de 1, il convient d'effectuer un contrôle périodique de l'état de dégradation du matériau dans un délai de 3 ans ; si la note est de 2, il convient d'effectuer des mesures d'empoussièrement afin de déterminer la concentration en fibre d'amiante dans l'air ambiant ; si à l'issue de ces mesures la concentration est $< \text{ou} = 5$ fibres par litre d'air, une nouvelle évaluation de l'état de dégradation doit être effectuée dans un délai de 3 ans, si la note est de 3 ou si les mesures d'empoussièrement révèlent une concentration supérieure à 5 fibres par litre d'air, des travaux de retrait ou de confinement doivent être achevés dans un délai de 36 mois. Mais il est impératif que des mesures appropriées soient mises en œuvre sans délai afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et dans tous les cas à un niveau d'empoussièrement inférieur à 5 f/l. Ces mesures peuvent être de diverses natures comme par exemple :

- Nettoyage régulier et rigoureux des locaux concernés (nettoyage humide, aspirateur à filtre absolu) ;
- Pose de bâches, de films destinés à isoler les matériaux ;
- Limitation des interventions de maintenance dans les locaux ;
- Limitation d'accès aux locaux concernés.

Préalablement aux travaux de démolition, même partiels, des travaux de retrait des matériaux amiantés sont obligatoires (sauf lorsqu'ils apportent un plus grand risque pour les travailleurs que si l'amiante ou les matériaux en contenant étaient laissés en place).

L'entreprise de travaux doit rédiger un plan de retrait amiante indiquant notamment son mode opératoire, l'aptitude médicale du personnel, la justification de la formation du personnel au retrait de l'amiante. etc. Les travaux ne pourront débuter qu'un mois après la date de réception du plan de retrait par l'Inspection du Travail, la CRAM, l'OPPBTP et la médecine du travail.

Les travailleurs intervenants doivent être titulaires d'une attestation de compétence délivrée par un organisme de formation certifié.

Pour réaliser le retrait de matériaux l'entreprise doit avoir obtenu un certificat de qualification auprès d'un organisme certificateur accrédité.

Tout travailleur dont l'activité professionnelle ne consiste pas à confiner ou retirer de l'amiante, mais dont l'intervention est susceptible de libérer des fibres d'amiante et par voie de conséquence de l'y exposer, entre dans le champ d'application de la sous-section 4 défini à l'article R. 4412-94 tiret 2 du Code du travail et doit bénéficier des mesures de prévention définies aux articles R. 4412-97 à R. 4412-124 et R. 4412-144 à R. 4412-148 du code du travail.

Les travailleurs concernés bénéficient, préalablement à toute activité ou intervention en présence d'amiante, d'une formation à la prévention des risques liés à l'amiante suivant les dispositions de l'Arrêté du 23 février 2012.



Annexe 1. : liste des locaux ou zones visités

La présente liste présente les locaux et /ou zones ayant été inspectés par l'opérateur dans le cadre de la mission confiée à Bureau Veritas.

Il appartient au donneur d'ordre ou à son représentant, seule personne à même d'avoir une parfaite connaissance des lieux, de signifier à Bureau Veritas toute omission, erreur ou incohérence éventuelle dans l'identification des locaux et zones figurant à un titre ou à un autre dans le présent rapport.

BATIMENT	NIVEAU	ZONES OU LOCAUX VISITES	CIRCONSTANCES DE LA VISITE
Bâtiment principal	niveau R+1	Circulation	Travaux en cours le jour de la visite
Bâtiment principal	niveau R+2	Local réserve	Travaux en cours le jour de la visite
Bâtiment principal	niveau R+9	Local ventilation	Travaux en cours le jour de la visite



Annexe 2. : repérage des matériaux, matériaux, prélèvements et investigations

Les documents, fournis dans cette annexe sont la traduction visuelle des constats effectués en tête de rapport.

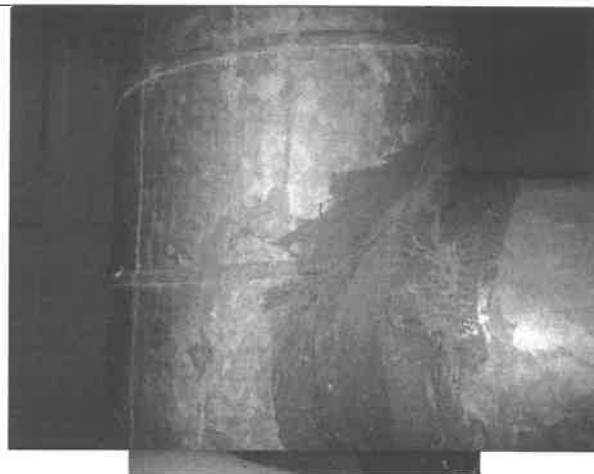
ANNEXE

**REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE
LOCALISATION DES PRELEVEMENTS & DES INVESTIGATIONS APPROFONDIES**

(DOSSIERS PLANS ET PHOTOS)



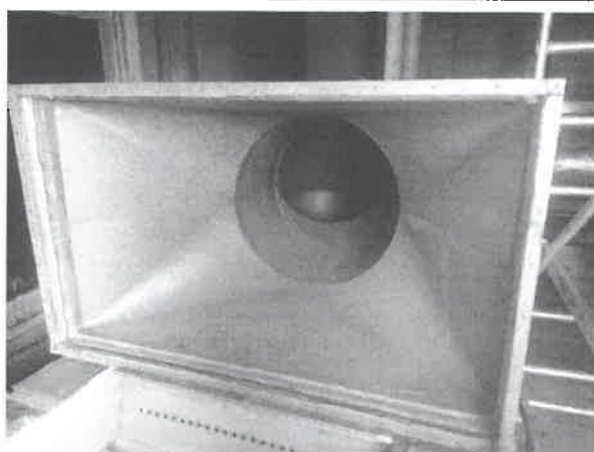
P 1: Bâtiment principal - niveau R+1 - Circulation - Mastic marron - Photo n°1



P 2: Bâtiment principal - niveau R+2 - Local réserve - Mastic marron - Photo n°2



P 3: Bâtiment principal - niveau R+2 - Local réserve - Enveloppe de calorifuge - Photo n°3



P 4: Bâtiment principal - niveau R+9 - Local ventilation - Mastic gris - Photo n°4



P 5: Bâtiment principal - niveau R+9 - Local ventilation - Mastic marron - Photo n°5





Annexe 3. : attestation(s) et certificat(s)

ANNEXE

ATTESTATION(S) ET CERTIFICAT(S)

[cette annexe comporte 1 + 0 page(s)]



Attestation d'assurance :



ATTESTATION D'ASSURANCE
RESPONSABILITE CIVILE
CONTRAT : HA RCP0084283

LE PRENEUR D'ASSURANCE

Assureur : BUREAU VERITAS

LES CONDITIONS DE GARANTIE

Catégorie : Assurances Professionnelles by Hiscox
Diagnosticqueurs Immobilier

ACTIVITES DE L'ASSURE

Diagnosticse « Amiante » :
Diagnostic réglementaire avant travaux
Assistance technique pour travaux de traitement de l'amiante
Repérage amiante (intégration au DTA)
Repérage amiante avant/après travaux ou démolition
Réalisation du mise à jour du dossier amiante
Examen visuel et/ou travaux de désamiantage
Mesures de la concentration des fibres céramique dans l'air des immeubles bâtis
Prélèvement et analyse d'eau afin de rechercher la présence d'amiante en suspension
Analyse d'échantillons prélevés par l'assuré
Mesures d'exposition à l'amiante des travailleurs à leurs postes de travail
Vérification technique de l'état de conservation des matériaux contenant de l'amiante dans les bâtiments
Diagnostic amiante réglementaire de transaction
Diagnostic amiante sur équipements industriels
Diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments (déchets 2011-010 du 01 mars 2011). Concernant cette dernière mission, il est précisé que les garanties s'appliquent y compris lorsque la mission porte sur des démolitions ne comportant pas de déchets amiantés.

Ainsi que toutes missions connexes d'assistance technique et/ou de conseil aux clients decoulant des missions de diagnostic ci-dessus et ce, y compris les estimations financières liées aux propositions de solutions techniques formulées par l'assuré.

PERIODE DE VALIDITE

La présente attestation est valable pour la période du 01 Janvier 2013 au 31 Décembre 2013.

Les garanties sont accordées selon les conditions Particulières relatives sur la base du questionnaire préalable d'assurance, des Conditions Générales N° RC1006 et (ou) des Conditions N° DIA2607 "Assurances Professionnelles by Hiscox - Diagnosticqueurs Immobilier".

Fait à Paris, le 09/01/2013
Pour les Assureurs

B. H. T.

00/01/2013 09:51
RCP0084283

Adresse postale : 12, quai des Quatrevingt-trois 33100 Bordeaux - Tél : 0919 50 20 40
Hiscox Europe Underwriting Limited, Hiscox France, Hiscox Belgium, Hiscox Luxembourg
Siège social : 1, Quai St. Helier, Londres, EC4A 3DF, Royaume-Uni
N° d'agrégation en France : 0710051 - R.O.S Paris 531737181
N° TVA Intracommunautaire FR0520170051 - N° FSA 05064 - www.bv.com
Page 1/2



TABEAU DES GARANTIES
Diagnosticqueurs Immobilier
HA RCP0084283

RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE et ou RESPONSABILITE CIVILE APRES
LIVRAISON

(Les garanties s'appliquent par sinistre et par année d'assurance.)

- Montant des garanties : 1 000 000 000 Euros

Dont : - Tous dommages corporels, matériels et

immatériels consécutifs ou non : 1 000 000 000 Euros

06/01/2013 09:51
RCP0084283

Adresse postale : 12, quai des Quatrevingt-trois 33100 Bordeaux - Tél : 0919 50 20 40
Hiscox Europe Underwriting Limited, Hiscox France, Hiscox Belgium, Hiscox Luxembourg
Siège social : 1, Quai St. Helier, Londres, EC4A 3DF, Royaume-Uni
N° d'agrégation en France : 0710051 - R.O.S Paris 531737181
N° TVA Intracommunautaire FR0520170051 - N° FSA 05064 - www.bv.com
Page 2/2



Attestation sur l'honneur :

ATTESTATION

Article L271-6 du Code de la construction et de l'habitation

Je soussigné, Monsieur Franck CROUZOUJON ; agissant en tant que Chef de Service, au nom et pour le compte de BUREAU VERITAS, ayant son siège 69/71 Boulevard du Château 92200 Neuilly sur Seine .

Atteste sur l'honneur que la Société BUREAU VERITAS est en situation régulière au regard de l'article L271-6 du Code de la Construction et de l'Habitation et qu'elle dispose des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, contrats et diagnostics composant le dossier de diagnostic technique.

Fait à Torcy, le 16 Janvier 2013

Franck CROUZOUJON

Chef de Service



Immeuble "Le Patio"
38, Avenue Lingenfeld
77200 TORCY

Tel : 01 60 06 90 00 - Fax : 01 60 06 90 17



Siège social : 67/71 Boulevard du Château - 92571 NEUILLY SUR SEINE CEDEX - www.bureauveritas.fr
Société Anonyme au capital de 13 263 154,32 Euros - RCS Nanterre B 775 690 621
Toute reproduction interdite - Copyright Bureau Veritas



Certificat(s) :

QUALIXPERT

Certificat N° C1341
Monsieur Nizare BETTA/BI

Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 et/ou du processus de recertification PR11 consultables sur www.qualixpert.com conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.

dans le(s) domaine(s) suivant(s) :



**Diagnostic de performance
énergétique individuel**

certificat valide du 19/02/2009
au 18/02/2014

Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification, et les critères d'accréditation des organismes de certification.

**Missions de repérage et de diagnostic
de l'état de conservation des
matériaux et produits contenant de
l'amiante**

certificat valide du 17/05/2011
au 16/05/2016

Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification de compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification, et les critères d'accréditation des organismes de certification.

Date d'établissement 14/03/2013

Marjorie ALBERT
Directrice Administrative

F09 Certification de compétence version J 010313



Annexe 4. : procès-verbal du laboratoire d'analyse d'échantillons

ANNEXE

PROCES-VERBAL DU LABORATOIRE D'ANALYSE D'ECHANTILLONS

[cette annexe comporte 1 + 0 page(s)]



Hygiène du Bâtiment

BUREAU VERITAS SA
Mr BETTAIBI
38 avenue Lingerfeld
T7200 TORCY
FRANCE

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

Version du : 11/09/2013 15:02
N° dossier LEM : 135541188
Référence dossier : 1510003209
131610
CAF 94
CRETEIL 94

Page 1 sur 1
Date de réception du dossier : 09/08/2013

N° A.A. LEM	Référence clients	Technique utilisée	Description abrégée de la phase	Préparation		Résultats
				NB	Type	
-001	1 - MASTIC GAINE AERATION CIRCULATION R+1	MET *	Mastic	1	Traitement au tétrahydrofurane	Fibres d'amiante de type Chrysotile et Tremolite
-002	2 - MASTIC GAINE AERATION LOCAL RESERVE R+2	MET *	Mastic	1	Traitement au tétrahydrofurane	Fibres d'amiante de type Chrysotile
-003	3 - ENV CALO LOCAL RESERVE R+2	MDLP *	Laine de verre	2	-	Pas de fibre d'amiante
-003	3 - ENV CALO LOCAL RESERVE R+2	MET *	Matériau bitumineux	1	Traitement au charbonne	Pas de fibre d'amiante
-004	4 - MASTIC GAINE VENTILATION LOCAL TECHNIQUE R+S	MET *	Mastic Peinture	1	Traitement au tétrahydrofurane	Fibres d'amiante de type Chrysotile
-005	5 - MASTIC GAINE AERATION LOCAL TECHNIQUE R+S	MET *	Mastic	1	Traitement au tétrahydrofurane	Fibres d'amiante de type Chrysotile

Observation -001 Les fibres d'amiante sont présentes en faible quantité dans l'échantillon
Observation -002 La totalité de l'échantillon a été utilisée
Observation -005 Les fibres d'amiante sont présentes en faible quantité dans l'échantillon

Méthodes d'analyses employées pour la recherche qualitative des fibres d'amiante dans les matériaux :
Microscopie Optique à Lumière Polarisée (MOLP) réalisée selon la norme HSG 248 (MDHS 77)
Microscopie Electronique à Transmission (MET) réalisée selon les parties pertinentes de la norme NF X 43-050

Véronique Michot
Chef de Service site de Soverne

La reproduction de ce document est autorisée que sous la forme intégrale et complète et à l'usage interne. La présente rapport est soumis que les clients soumettent à l'usage. L'acceptation du client est soumise de la responsabilité du laboratoire pour les résultats et la méthode d'analyse et la responsabilité du client soumettent.

LABORATOIRE

Coefrac 1500 - Site de Soverne
27 rue du Marché - 931 40500 - 93100 Soverne France
Tél : 01 83 81 11 11 - Fax : 01 83 81 11 11 - Email : info@coefrac.com - Web : www.coefrac.com
Site web : www.coefrac.com - Tél : 01 83 81 11 11 - Fax : 01 83 81 11 11

ACCREDITATION
n° 1751
Portée : Rapports sur
www.cofrac.fr





Annexe 5. : copie(s) de(s) rapport(s) antérieur(s)

ANNEXE

COPIE(S) DE(S) RAPPORT(S) ANTERIEUR(S)

[cette annexe comporte 1 + 0 page(s)]

BUREAU VERITAS SA
Mr BETTAIBI
38 avenue Lingenfeld
77200 TORCY
FRANCE

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

Version du : 11/09/2013 15:02

Page 1 sur 1

N° dossier LEM : 13S041188

Date de réception du dossier 09/09/2013

Référence dossier : 1510003209
131610
CAF 94
CRETEIL 94

N° éch. LEM	Référence client	Technique utilisée	Description visuelle de la phase	Préparation		Résultats
				Nb	Type	
-001	1 - MASTIC GAINÉ AERATION CIRCULATION R+1	MET *	Mastic	1	Traitement au tétrahydrofurane	Fibres d'amiante de type Chrysotile et Tremolite
-002	2 - MASTIC GAINÉ AERATION LOCAL RESERVE R+2	MET *	Mastic	1	Traitement au tétrahydrofurane	Fibres d'amiante de type Chrysotile
-003	3 - ENV CALO LOCAL RESERVE R+2	MOLP *	Laine de verre	2	-	Pas de fibre d'amiante
-003	3 - ENV CALO LOCAL RESERVE R+2	MET *	Matériau bitumineux	1	Traitement au chloroforme	Pas de fibre d'amiante
-004	4 - MASTIC GAINÉ VENTILATION LOCAL TECHNIQUE R+9	MET *	Mastic Peinture	1	Traitement au tétrahydrofurane	Fibres d'amiante de type Chrysotile
-005	5 - MASTIC GAINÉ AERATION LOCAL TECHNIQUE R+9	MET *	Mastic	1	Traitement au tétrahydrofurane	Fibres d'amiante de type Chrysotile

Observation: -001 Les fibres d'amiante sont présentes en faible quantité dans l'échantillon

Observation: -002 La totalité de l'échantillon a été utilisée

Observation: -005 Les fibres d'amiante sont présentes en faible quantité dans l'échantillon

Méthodes d'analyses employées pour la recherche qualitative des fibres d'amiante dans les matériaux :

Microscopie Optique à Lumière Polarisée (MOLP) réalisée selon la norme HSG 248 (MDHS 77)

Microscopie Electronique à Transmission (MET) réalisée selon les parties pertinentes de la norme NFX 43-050



Veronique Motsch
Chef de Service site de Saverne

La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 1 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence du laboratoire pour les seuls essais couverts par l'accréditation qui sont identifiés par *.